

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'État

le 19 décembre 2016

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016

2016 DAJ 26 Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres en ses séances des 15 et 29 novembre 2016.

M. Julien BARGETON, rapporteur

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-21-6° ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

Vu les délibérations approuvant le principe des opérations et les pièces des marchés jointes, dont les dates et références figurent aux tableaux annexés au présent projet de délibération ;

Vu les décisions de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris en date des 15 et 29 novembre 2016 ;

Vu le projet de délibération 2016 DAJ 26, en date du 29 novembre 2016, par lequel Madame la Maire de Paris sollicite l'autorisation de signer chaque marché dont l'objet, le montant et l'attributaire sont indiqués dans les tableaux annexés ;

Vu les pièces des marchés et les procès-verbaux relatifs aux marchés attribués par la commission d'appel d'offres, déposés à la bibliothèque du Conseil de Paris ;

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser Madame la Maire de Paris à signer les marchés attribués par la commission d'appel d'offres en ses séances des 15 et 29 novembre 2016, marchés dont l'objet, le montant et l'attributaire sont indiqués dans les tableaux annexés et à procéder à leur mise au point éventuelle, dans les conditions et limites fixées par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

Sur le rapport présenté par Monsieur Julien BARGETON, au nom de la 1^{ère} Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer chaque marché dont l'objet, le montant et l'attributaire désigné par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris sont indiqués dans les tableaux ci-annexés. Elle est autorisée à procéder à leur mise au point éventuelle, dans les conditions et limites fixées par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées selon les indications figurant dans les délibérations susvisées, approuvant le principe des opérations et les pièces des marchés.

La Maire de Paris,



Anne HIDALGO